

Solidaires



Branche INRA

Conseil d'Administration du 14 décembre

Mobilisation sociale de cette fin 2018

Retour sur le Conseil d'Administration « budget 2019 » du 14 décembre

Le dernier Conseil d'Administration de l'année est notamment consacré au vote du projet de budget initial de l'année suivante. Une fois de plus, le PDG annonce des effectifs en baisse, et c'est **le corps des Adjoints Techniques, qui a perdu le quart de son effectif en 4 ans qui va subir une nouvelle ponction d'une cinquantaine de postes en 2019**. C'est inadmissible !

Notre élue a également rappelé l'exigence **d'une augmentation immédiate, au premier janvier 2019, de la prime des Adjoint/es Techniques** pour compenser la pénalisation subie l'an dernier, ainsi **que l'accès au SFT (supplément familial de traitement) aux collègues en CDD...** Toujours sans autre réponse de la DG que de patienter jusqu'à la fusion INRA/IRSTEA de 2020 pour espérer voir ces injustices réparées. C'est inadmissible !

Extrait de son intervention sur le budget : « En dépit des propos trompeurs sur l'ouverture de 11 postes supplémentaires aux concours externes 2019, la note rappelle bien que l'Inra est « dans l'obligation de diminuer ses effectifs », pendant que la population des non-titulaires, elle, continue de croître. Et c'est le personnel ITA qui subit cette contrainte avec 57 ETP de moins en 2019, à rebours du discours de la direction générale sur la préservation des emplois techniques, des UE/IE aux services d'appuis en sous-effectif chronique. C'est aussi dans cette catégorie ITA que l'on trouve les collègues les moins bien rémunérés. En 4 années, le corps des Adjoints Techniques a perdu le quart de son effectif et ce sont donc à nouveau des dizaines de postes supprimés dans ce corps désormais en voie d'extinction. C'est insupportable !

Nous continuons de réclamer que soit inscrit au budget 2019, avec concrétisation ce mois de janvier, une valorisation de 400€ de leur prime annuelle RIFSEEP, en compensation de la pénalisation subie dans l'application de ce dispositif. A l'heure où même les gouvernants s'accordent enfin à reconnaître la difficulté des petits salaires à boucler la fin de mois, il s'agit d'un premier geste, certes insuffisant, que vous pouvez déjà prendre en tant que PDG de l'INRA. Pour financer cette mesure de 400000 euros, il vous suffit de réduire le faste de la communication de la cérémonie des Lauriers et du Salon de l'Agriculture.

... Nous réclamons également le bénéfice du SFT aux non-titulaires dès le 1^{er} janvier 2019. Toujours au bénéfice des non-titulaires, nous réclamons que soient également provisionnés pour eux les jours de CET auxquels ils ont droit, étant souvent recrutés pour 2 ou 3 années voire davantage. Nous ne pouvons plus accepter que des doctorants, par exemple, se voient détournés de la rémunération de leurs jours de congés non pris, au motif que cet argent ne

serait pas disponible alors que l'Institut en provisionne plus de 45M€ à cette fin pour ses agents titulaires. »

En lien, [l'ensemble des notes en séance de l'élue SUD](#) de cette réunion qui avait aussi à son ordre du jour le rapprochement INRA/IRSTEA et... une dizaine d'autres points !

Mobilisation sociale de cette fin d'année

Une part importante de la population ne vit pas bien de son travail pendant qu'une autre partie galère pour en trouver. Ce pays n'a jamais été aussi riche mais une petite minorité récupère la grande majorité du gâteau. Comment peut-on avoir autant de pauvres dans un pays aussi riche ?



Les annonces de Macron ne répondent ni à l'urgence écologique, ni à la fracture sociale ni à l'injustice fiscale ou aux mobilisations des jeunes. Pire : une partie de ce qui est dit par le gouvernement sera payé sur nos impôts pendant que les riches s'en

sortent tranquillement.

Si la mobilisation des Gilets Jaunes a suscité débat, y compris dans notre syndicat, elle permet d'ouvrir une brèche et de remettre en lumière ces questions. Mieux encore : l'action déterminée et les blocages économiques dans toute la France ont permis de montrer que le gouvernement pouvait reculer.

L'expression SOLIDAIRES : « on veut pouvoir vivre »

Nous reviendrons dans le prochain message sur **le résultat des élections professionnelles, dont le déroulement a été fortement perturbé par le retard pris dans la diffusion du matériel électoral**, ce qui, pour nous, explique la forte baisse de la participation, de l'ordre de 15 % en moyenne (sachant que sur le centre de Bordeaux-Aquitaine, où la diffusion a été la moins retardée, le déficit n'est que de 5 %, mais de 25 % aux Antilles-Guyane, centre le plus éloigné). **Notre syndicat a déposé une contestation sur le scrutin de la CAPN des Adjoints Techniques** où ce dysfonctionnement a pu avoir une conséquence sur la répartition des sièges, d'autant que notre syndicat -comme la CGT- a également été pénalisé par une inversion dans la pagination des professions de foi de ce scrutin des CAP.

Merci à celles et ceux qui nous ont fait confiance, notre syndicat maintient, en pourcentage, son score national (17,7 %) et une audience homogène dans toutes les populations, du cadre technique au chercheur, ce qui nous tient à cœur - en tant que syndicat inter-catégoriel.